

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1925)

Heft: 198

Artikel: Le traité franco-suisse de conciliation et d'arbitrage obligatoire

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-687250>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Traité Franco-Suisse de Conciliation et d'Arbitrage Obligatoire.

Le 30 octobre 1924, le président du conseil français, M. Edouard Herriot, répondant à une question que lui posait au nom du Conseil fédéral M. le ministre Alphonse Dumat, déclarait que le gouvernement de la République était disposé, en principe, à conclure avec le gouvernement fédéral un traité de conciliation et d'arbitrage obligatoires, destiné à remplacer la convention du 14 décembre 1904, venue à échéance en 1917.

Cette déclaration de principe n'est point restée platonique; elle a très rapidement déclenché des négociations entre les deux juristes désignés par les gouvernements intéressés, M. Henri Fromageot pour la France, M. le professeur Paul Logoz pour la Suisse; le projet, préparé dans le meilleur esprit d'entente par deux hommes aussi qualifiés et qui se sont acquis par des services éminents la confiance de leurs commettants, vient de recevoir l'approbation des gouvernements; le 6 avril, M. Herriot et M. Alphonse Dumat ont apposé leur signature au bas du traité de conciliation et d'arbitrage obligatoires conclu entre la France et la Suisse pour une durée de dix années, durée qui pourra être prolongée ensuite de cinq en cinq ans par tacite reconduction.

La convention du 14 décembre 1904 exceptait de l'arbitrage les différends qui, selon la formule consacrée, mettaient en cause "les intérêts vitaux, l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants." Le préambule du nouveau traité fait disparaître cette grave réserve, en enregistrant solennellement la conviction partagée par les deux parties, "de la nécessité d'assurer dans tous les cas par les voies pacifiques le règlement des différends qui peuvent surgir entre les Etats"; c'est donc la consécration du principe de l'arbitrage obligatoire sans aucune réserve, et son application aux différends franco-suisse, selon les règles d'une procédure que le traité fixe dans tous ses détails, comme suit:

Tous les différends "de quelque nature qu'ils soient" qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires seront tout d'abord soumis à une commission permanente de conciliation; les parties conservent cependant la liberté de s'entendre pour s'adresser directement à l'une ou à l'autre des instances prévues, sans passer par la commission permanente; mais, sauf une entente spéciale de cette nature, la première étape du règlement consistera toujours dans la conciliation, selon un mode analogue à celui que prévoyait le projet de statut de la Ligue des nations élaboré en janvier 1919 par la commission consultative suisse.

La commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres, deux désignés par les parties, parmi leurs nationaux et les trois autres désignés par les deux premiers, parmi les ressortissants de tierces puissances. Saisie par requête, la commission procédera à l'examen de l'affaire; elle recueillera les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et entendra les agents des gouvernements; elle terminera ses travaux par la constatation qu'un arrangement obtenu par ses efforts est intervenu ou, au contraire, qu'elle n'a pas pu aboutir. Dans la règle son travail devra être terminé dans le délai maximum de six mois.

Dans le cas où la conciliation aurait ainsi échoué, le litige sera renvoyé soit à une solution judiciaire, soit à l'arbitrage proprement dit. La solution judiciaire est celle qu'offre l'article 26 alinéa 2 du statut de la Cour permanente de justice internationale relatif à la compétence de la Cour; l'arbitrage sera appliqué aux espèces qui ne relèvent pas de cette compétence; il s'exercera conformément aux dispositions de la convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux; dans ce cas, la solution du litige fera l'objet d'une sentence rendue par un tribunal constitué par l'accord des parties, ou selon le mode prévu pour la formation de la commission permanente de conciliation.

Si l'application même du traité qui vient d'être signé donne lieu à une contestation, cette contestation sera directement portée devant la Cour permanente de justice internationale, selon l'article 40 de son statut. C'est aussi la Cour qui statuera sur sa propre compétence, si elle était contestée, dans un des cas prévus à l'article 36, alinéa 2, de son statut. Tels sont les moyens auxquels les gouvernements de la France et de la Suisse se proposent désormais de recourir pour le règlement des litiges qui surgirait entre leurs Etats. Le texte complet du traité, qui sera sans doute prochainement publié, permettra d'étudier dans leur détail toutes ses clauses; les Chambres ne tarderont pas, d'autre part, à se prononcer sur un objet aussi important. On ne saurait cependant hésiter longtemps à reconnaître dans cet instrument diplomatique et juridique une expression indéniable de l'esprit qui a inspiré le protocole de Genève, à l'application pratique duquel la France souscrit ainsi sans aucune réserve. La grande République voisine prend envers la Confédération suisse des engagements nouveaux et réciproques tels qu'elle n'en a jamais encore assumés envers aucune autre puissance. Il est hors de doute que son gouvernement tient de cette façon, à témoigner à notre pays des sentiments d'amitié et de loyale estime

qui sont précieux aussi bien pour la sécurité de notre bon voisinage que pour l'établissement de la justice internationale.

Fidèle aux principes qu'il a défendus au cours de la cinquième Assemblée de la Société des nations, le gouvernement de M. Herriot a su mener à chef une œuvre de pacification qui portera ses fruits. Il a trouvé en la personne de M. Fromageot un négociateur qui sait toute la valeur de la parole donnée et qui en a pesé tous les termes avec la science dont il représente avec éclat les grandes traditions et la sérieuse application d'une haute conscience.

M. le professeur Paul Logoz peut être heureux et fier de son nouveau succès. Collaborateur fidèle et désintéressé d'une politique qui est celle de M. Motta et du Conseil fédéral tout entier, il a trouvé auprès de notre ministre à Paris, M. Alphonse Dumat, l'appui le plus constant et le plus sûr.

(Journal de Genève.)

The BEGINNING of MADAME TUSSAUD'S

By Dr. A. LATT.

(Conclusion.)

Curtius, as a born Republican, had from the first espoused the cause of the people, and he even played a conspicuous part on some of the revolutionary committees and tribunals. In 1793 he was entrusted with a diplomatic mission abroad, which kept him away from Paris for more than a year at a time. He is described under the high-sounding name of "Envoy Extraordinary of the Republic and War Commissioner at Mayence." The administration of the two exhibitions was entirely left to the care of Marie, whom he had adopted as a daughter, probably after the death of his sister, and in order to provide for her in view of whatever might happen in those stormy days, when no one knew when his head might be struck off; for those of the best and those of the worst were falling fast.

Madame Tussaud saw Marie Antoinette pass in the tumbrel to the place of execution, and she swooned. She did not swoon, however, on many still more dreadful occasions which she was compelled to witness under threat of the guillotine. Naturally she never liked to talk much about it, but to her sons and to her "Memoirs" she confessed that she had often been forced to make moulds of the newly severed heads of the victims. She performed this gruesome task on the features of Foulon, the minister, of the Princesse de Lamballe, of Louis XVI. and Marie Antoinette, who had all been kind to her. The task was not less shocking, however, when, on the turn of the tide, she was compelled to make moulds of the heads of the Terrorists themselves. "On the 13th July, 1793," she relates, "they came for me to go to Marat's house at once, and to take with me what appliances I needed to make an impression of his features. The cadaverous aspect of the fiend made me feel desperately ill, but they stood over me and forced me to perform the task." Visitors to Madame Tussaud's may remember the ghastly figure of Marat in the small bath-tub (but let us forget that the fellow was of Swiss origin, from Boudry, Neuchâtel!) The next face to be modelled after execution was that of Charlotte Corday, the peasant girl who had stabbed Marat. Robespierre, who had come to see the likeness of his friend at the exhibition, highly praised the accuracy of Madame Tussaud's workmanship. A few days later she was called up again, Robespierre's own turn having come. His head was the last of a dreadful series of casts made at the foot of the guillotine.

There were many people who remembered Madame Tussaud's early connections with the royal court. This was sufficient reason for the Committee of Public Safety to have her arrested and thrown into prison. There Madame de Beauharnais, the lady who afterwards became the Empress Josephine, Napoleon's first wife, was her involuntary companion. To this acquaintance, perhaps, it was due that Madame Tussaud, a few years later, was sent for to model the features of Napoleon when he was Consul.

On October 29th, 1795, her uncle having died some time before, Marie Grossholtz, through adoption became Marie Curtius, once more changed her name on marrying one François Tussaud, a Burgundian. Little otherwise is known of the man. He seems to have been easy-going and unfit to be the husband of the energetic and self-reliant woman Madame Tussaud evidently was. She bore her husband two sons, and then she separated from him, and all trace of him was soon lost in complete obscurity.

After the long chain of sad experiences she had gone through in Paris, Madame Tussaud longed to get away from that place of torment. She seized the first favourable opportunity—the conclusion of the Peace of Amiens—to leave France for England, transporting with her the entire collection of the now historic wax-works. She arrived in London in May, 1802. Though very few records of that period are extant, it appears that the exhibits were first shown at the old Lyceum Theatre in the Strand, then at the Lowther Arcade, and in Fleet Street. Then she went on a series of tours through the three kingdoms. Wherever she appeared it was an event worth to be heralded by

the press, and usually the exhibition was solemnly opened by the mayor of the place. On one occasion the exhibition was nearly destroyed whilst being transported across the Irish Sea during a violent storm. In 1831—Madame Tussaud was then over seventy—she may have been reminded of certain experiences of "olden times" when staying at Bristol during the so-called Bristol Riots. There is a sketch by an artist of the time showing a wild scene of riot, fire and plundering in front of Madame Tussaud's temporary show-rooms. Well-known figures of the collection are being carried across the street to a place of safety, whilst houses right and left are burning. For several years following, the exhibition was shown at Blackheath, on the south-eastern side of London, then at "The Great Assembly Room of the late Royal London Bazaar, Gray's Inn Road," where it remained till its definite transfer to its present home in Baker Street.

It is impossible to give a full list of the portraits which were taken from life by the old lady herself. Many of them were still on show immediately before the fire. King George III. and Queen Caroline sat to her in 1808 and 1809. So did Mrs. Siddons, the famous actress, the Duke of York, 1812, Leopold (afterwards King of the Belgians) 1817, George IV, 1821, George Canning, 1821, Sir Walter Scott, and the miscreant Burke (the latter was portrayed after execution) in 1828, Talleyrand, 1832, the Duke of Wellington and Sir Robert Peel, 1835, Lord Melbourne and the Duchess of Kent (mother of Queen Victoria) 1838, etc. Placards of the time illustrate Madame Tussaud's great abilities as a business woman and an expert advertiser. The sudden and tragic death of the popular singer Madame Malibran first gave Madame Tussaud the idea of keeping the exhibition continually up-to-date in a new sense, i.e., through the adding of portraits of people whose names were on everybody's lips. It was her own idea, too, to collect such relics as the real guillotine, with lunette and chopper, which she had so often seen fixed by Sanson, the executioner of Paris. The man might have lost his head for selling public property, had judgments not become milder after he had ceased to execute them. In 1842 Napoleon's military carriage was acquired, and shortly afterwards the barouche, which the Corsican had used during his exile at St. Helena, was added.

Able assisted by her two sons in the conduct of her ever-growing business, the old lady carried on until she was more than ninety years old. She died peacefully on the 15th April, 1850. Her long life clearly proves that she was endowed with exceptional resources of energy and vitality. Old age had been unable to turn her brown hair white or to destroy her fresh complexion. Her eye was still alert and her speech lively whenever she took an interest in things. Many of our readers may have seen her effigy at Baker Street, where she was represented sitting on the turnstile as she had been used to do for about eighty years, keeping up her truly Swiss habit of knitting incessantly. It allowed her to watch her world pass by in pursuit of the pleasure and instruction she had provided for all after a new method. "Madame Tussaud," says her great-grandson, "brought cheerfulness and geniality to bear upon her numerous tasks, and therein lay the secrets of her triumphs." She was ever brave and uncomplaining. Obstacles presented themselves only to be overcome. Convinced that she would eventually get the better of it, she struggled against adversity, and her efforts were crowned with success."

CITY SWISS CLUB.

Assemblée Générale Annuelle du 7 avril 1925
au Pagani's Restaurant.

C'est au nombre de 50 que membres et amis se réunissent pour cette assemblée présidée par le Vice-Président, M. G. Marchand. La réunion a lieu dans un hall chez Pagani's qui nous rappelle un intérieur romain du temps des grands empereurs. Les présents s'y trouvent indubitablement dans leur élément, car l'hilarité au cours de la soirée ne connaît pas de bornes. MM. Pagani firent les choses merveilleusement bien.

Au dessert on honore les toasts au Roi et à la Patrie et boit à la santé des quatre invités. La séance officielle est ouverte à 8h. 30 et le procès-verbal est lu et approuvé. Il y a 2 admissions et 6 démissions, ces dernières étant dues au départ de Londres des membres en question.

Le secrétaire informe l'assemblée de l'agréable surprise dont le City Swiss Club vient d'être l'objet de la part de Monsieur W. Rappart lequel, pour marquer sa récente élévation au rang de membre honoraire, présente au Club à l'usage de son président un fort joli maillot enivoire qui servira, comme le dit Monsieur Rappart, à rappeler l'attention des membres trop distraits lors des séances futures. L'assemblée ne manque pas de témoigner de façon enthousiastique son appréciation pour cette délicate attention de la part de notre très distingué compatriote, auquel le secrétaire est chargé d'adresser de chaleureux remerciements.

Lecture est donnée de lettres reçues du Secrétaire des Sports Suisses concernant la prochaine journée sportive suisse à Herne Hill et du Comité